LE JAURÈS

LE JOURNAL DES COMMUNISTES DU 19e ARRONDISSEMENT ★ N°4 - FÉVRIER 2010

Édito

Régionales les 14 et 21 mars :

Changer de cap !

Depuis son élection, Nicolas Sarkozy et sa « bande du Fouquet's » ont mis l'État au service exclusif du capitalisme financier. Son parti, l'UMP, sert de relais aux patrons du CAC40 chez qui l'argent coule à flots, quand chacun-e subit ou connaît un proche qui subit gravement les conséquences de la crise dont ces gens sont responsables.

Les élections régionales des 14 et 21 mars auront un caractère national. Sarkozy fait le rêve de gagner des régions, surtout l'Ile-de-France, pour en faire le tremplin de sa politique réactionnaire. Dans ce contexte les listes soutenues par le Front de Gauche donneront la possibilité aux citoyens de clamer avec force : Assez de cette politique de régression, changeons de cap, prenons la voie du progrès.

Les listes du Front de Gauche visent deux objectifs :

Avant tout, battre la droite, mettre Sarkozy et ses amis en minorité et les empêcher de sévir dans les régions. Faire des régions des outils pour prolonger les luttes sociales et rompre avec les choix politiques de la droite qui octroie des milliards sans contrepartie aux grands groupes industriels et financiers pour continuer joyeusement à spéculer et à délocaliser. Utiliser l'argent autrement, conditionner les subventions régionales pour favoriser l'emploi et améliorer les conditions de vie, utiliser le progrès social comme source de développement économique.

En même temps, reconstruire l'espoir à gauche. Voter Front de Gauche pour que la gauche soit de gauche, en refusant les dogmes libéraux du traité de Lisbonne, en imposant dans les exécutifs de région de réelles propositions de transformation sociale. Les citoyens attendent une gauche combative, non une gauche qui renonce, comme le PS sur les retraites. Ils veulent une gauche unie, non une gauche divisée par ses ego.

C'est l'ambition du Front de Gauche : une sanction contre la droite qui se transforme en action à gauche pour changer la vie des Français !

Jean-Pierre Jardin

Ne pas jeter sur la voie publique

FRONT DE GAUCHE EN ILE-DE-FRANCE

PIERRE LAURENT : L'ÉGALITÉ POUR PROJET

Pierre Laurent, tête de liste en Ile-de-France, entouré de militants communistes du 19e

Face au désastre social de la crise et à la politique menée par Sarkozy, le Front de Gauche apporte des réponses nouvelles et ambitieuses. Nous avons posé trois questions à Pierre Laurent, chef de fil de la liste Ensemble pour une région à gauche.

Si vous devenez Président de la Région Ile-de-France, qu'est-ce qui changera pour les Franciliens ?

Pierre Laurent. Si je deviens président de Région, je mettrai en œuvre un plan de mobilisation régional pour l'emploi et la formation. Son but ? Créer de l'emploi pour répondre aux besoins des franciliens. Nous soutiendrons la création de 50 000 logements sociaux pour répondre à la forte demande actuelle et casser les prix beaucoup trop élevés du marché. Nous moderniserons les lignes de métros et nous en créerons de nouvelles pour éviter la saturation actuelle. Nous proposons aussi de doubler le nombre de places en crèches. Tous ces projets créeront des centaines de milliers d'emplois dans les entreprises de transports publics, le bâtiment, l'accueil de la petite enfance. Alors que la droite distribue des milliards aux banques sans exiger aucun contrôle sur leur utilisation, nous voulons au contraire utiliser l'argent pour développer l'emploi et améliorer la vie quotidienne des habitants de la région.

La candidate de droite, Valérie Pécresse, soutient le projet du Grand Paris, cher à Nicolas Sarkozy. Elle en fait un axe majeur de sa campagne. Qu'en est-il du Front de Gauche ? Quel projet portez-vous pour cette région ?

Pierre Laurent. Je n'aime pas cette expression de Grand Paris parce qu'elle cache la réalité de ce projet. Je préfère l'appeler « le Paris des actionnaires » : le métro automatique qu'il prévoit reliera directement de grands centres d'affaires comme La Défense aux aéroports de la région. Il coûtera très cher pour ne profiter qu'à une minorité de gens aisés. Nous voulons au contraire construire une région où l'on peut choisir d'habiter près de son lieu de travail pour ne pas perdre des heures dans les transports, une région solidaire dans laquelle on a accès dans tous les quartiers aux infrastructures publiques essentielles comme les écoles, les hôpitaux ou je le disais, les crèches pour nos enfants. Nous voulons faire de l'égalité entre les franciliens le moteur du développement de la région.

A l'heure où l'État mène une politique d'assèchement des politiques publiques, comment comptez-vous mettre en œuvre tous ces projets ?

Pierre Laurent. D'abord, comme vous le dîtes, le désengagement financier de l'État est scandaleux : il confie des responsabilités aux régions mais ne leur donne pas les financements pour les assumer ! Nous commencerons donc par exiger de l'État qu'il respecte ses engagements. Ensuite, je pense qu'il faut réorienter l'argent, aujourd'hui détourné au seul profit de la finance. Nous proposons de mettre en place un fonds régional : ce fonds prendrait en charge tout ou partie des intérêts versés aux banques par les entreprises pour leur crédit en fonction de critères comme la qualité des emplois créés, la formation des salariés... Ainsi on aurait l'assurance que notre argent soit placé au service d'un développement solidaire de la région et non gaspillé sur les marchés financiers !

Entretien réalisé par Benoît Pradier

Ensemble pour une région à gauche, solidaire, citoyenne et écologique

Des citoyens et militants parisiens soutiennent le Front de Gauche

De nombreux citoyens et acteurs du mouvement social parisien apportent leur soutien à la liste conduite par Pierre Laurent. Dans notre journal, nous leur donnons la parole.

Propos reccueillis par Lydia Samarbakhsh

« Pour des lendemains plus solidaires »
Denise Veau, responsable de l'Union Locale de la CGT du 19e arrondissement

Militante communiste moi-même, mon vécu et mon engagement syndical me confirment chaque jour que nous avons eu raison de contribuer à créer un front unitaire pour battre la droite.

Cette société liberticide et insupportable n'ouvre que sur un avenir bouché pour nous et pour les jeunes. J'en ai ras-le-bol du chômage, des attaques contre nos droits, de ces profiteurs au pouvoir. J'ai envie de me battre pour des lendemains plus solidaires et plus citoyens. J'ai envie que ça change, et comme animatrice de l'union locale CGT du 19e, j'appelle à voter massivement pour la liste du Front de Gauche aux élections régionales en mars !

« Des solutions politiques existent »
Karl Olio, restaurateur

Je voterai Front de gauche parce qu'il faut affirmer clairement que des solutions politiques existent en matière d'emploi dans ce pays ! Les besoins sont criants dans les entreprises de moins de 10 salariés qui sont le moteur de notre économie et qui sont bloquées dans leur développement, faute de soutien. L'État ne favorise que les grosses entreprises, au détriment de la masse salariale.

Cinq millions de personnes sont en recherche d'emploi ou en emploi précaire : il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Il est nécessaire de revoir à la baisse le poids des charges financières sur les salaires pour augmenter le pouvoir d'achat des salariés, et important d'offrir aux petites et moyennes entreprises des aides à l'embauche en emploi stable.

« Changer la donne »
Michel Lannez, secrétaire départemental CGT des salariés de LaPoste

La droite a fait le choix de changer le statut de La Poste. La recherche du profit sur ce secteur va s'accentuer et met en péril le service public, alors que les citoyens y sont attachés comme garantie d'égalité et de proximité. Cela a été démontré lors de la votation avec 2,5 millions de votants. Le 19e était, d'ailleurs, l'un des premiers à Paris à mettre en place ce collectif, avec l'appui des communistes.

Des luttes se développent à La Poste pour s'opposer aux projets de casse et de suppressions d'emplois, mais il est indispensable d'avoir une perspective politique qui change la donne : c'est pour cela que je voterai Front de Gauche le 14 mars.

PCF Parti communiste français Paris 19e - 121 rue Manin - Tél. : 01 42 08 67 08 - Courriel : pcf-19e@orange.fr - www.paris19.pcf.fr

EN BREF ...

Dates des conseils d'arrondissement

Lundi 22 mars

Conseils de quartier :

Place de Fêtes : 17 février à 19h30, à l'école élémentaire A5 23, rue des Lilas - **Bas Belleville** : 25 mars à 19h, au local associatif du complexe Mathurin Moreau - **Danube** : Vendredi 19 février à 19h, à l'école élémentaire 10, rue Compans - **Buttes Chaumont** : Mardi 16 février à 19h30, à l'école élémentaire 4, rue Fessart

À vos caméras citoyens !

Il y a du nouveau sur la toile. Le PCF a lancé sa télévision en ligne : AlternaTV. Bien plus qu'un site de communication, et bien loin des "Lib-Daubes" de l'UMP, il s'agit d'un site de partage vidéo citoyen. **Rendez-vous sur www. alternatv.fr**

20e anniversaire de la libération de Nelson Mandela

Marquer le 20e anniversaire de la sortie de prison de celui qui fut le plus ancien prisonnier politique du monde, c'est rappeler avec force l'action de générations de femmes et d'hommes qui ont su vaincre toutes les oppressions, jusqu'aux plus violentes et puissantes qui soient... Quel que soit le temps que le combat dure et malgré les souffrances et les vies volées : poursuivre, inlassablement, la lutte jusqu'à la victoire.

Les communistes proposent aux militants des droits humains, de la paix, de la justice sociale et de la solidarité, à tous ceux qui jamais ne baisseront les bras, de se retrouver :

Jeudi 18 février, à partir de 16h
au siège du PCF,
place du Colonel Fabien.

Au programme : expositions, débat sur l'Afrique du Sud du 21e siècle, allocution de Marie-George Buffet, soirée festive, etc.

En savoir plus : www.paris19.pcf.fr

Réformes territoriales

LA RÉPUBLIQUE EN DANGER !

La réforme des collectivités locales prépare un profond bouleversement de nos institutions et des territoires. Ni plus ni moins, il s'agit d'un terrible retour en arrière, en renfort de la finance et des actionnaires contre l'intérêt de la population.

En octobre dernier, plus de 2 millions de citoyens ont participé à la votation sur l'avenir de la poste. Ce fut une formidable démonstration d'expression populaire qui a illustré la soif de démocratie des hommes et des femmes de ce pays, ainsi que leur attachement à un service public de proximité. Pourtant, le projet gouvernemental de réforme des collectivités territoriales remet gravement en cause la démocratie locale et les services publics. Cela sans que les citoyens n'en soient saisis, sans aucune concertation.

Les collectivités locales n'occupent pas une grande place dans notre constitution, et pourtant, nous connaissons tous leur importance dans notre démocratie depuis la Révolution. À Paris et en Ile-de-France, elles sont essentielles pour des millions d'habitants et de salariés. Aujourd'hui, 73% des investissements publics sont assumés par les collectivités, ce qui prouve leur efficacité et leur rôle irremplaçable.

Centres de santé, logements sociaux, Vélib', crèches municipales, solidarités internationales, actions culturelles, soutien actif de la vie associative et citoyenne, sport pour tous, conseils de quartier... La majorité municipale de gauche agit depuis 2001 pour un Paris pour tous. Avec la réforme des collectivités territoriales, toute cette politique est menacée.

L'objectif de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement est simple : re-centraliser les pouvoirs, supprimer un fonctionnaire territorial sur deux et livrer les territoires à la concurrence et aux marchés financiers. Le « Grand Paris » illustre bien l'ambition de la droite : faire de la métropole parisienne l'une des premières places financières du monde. Nous sommes là bien loin des problèmes auxquels sont confrontés quotidiennement les Franciliens.

Cette réforme annonce ni plus ni moins la disparition des communes, le plus grand plan social de l'Histoire de France, la disparition de nombreux services publics essentiels à la population, des inégalités terribles selon les territoires et la fin de la démocratie locale. L'enjeu est colossal ! La riposte à engager doit être alors de même ampleur.

Le 14 mars, le vote Front de Gauche sera un vote de résistance à ce projet, et un vote utile pour une région plus démocratique et solidaire.

Michel Turoman
Ancien Conseiller de Paris

Réforme des collectivités locales : la fin du sport pour tous ?

Le mouvement sportif est très inquiet sur le futur des pratiques sportives dans notre pays. Le modèle français est mis en danger par la droite au pouvoir.

Avec la disparition du ministère de la Jeunesse et des Sports, l'effacement des directions départementales et régionales (DDJS/DRJS)**,** la remise en question et la fermeture de certains CREPS, avec un budget national très insuffisant et concentré sur le sport d'élite, quelles perspectives pour le sport populaire ? Avec deux professeurs d'EPS sur trois partant à la retraite non remplacés et une très forte diminution du budget alloué à l'UNSS, comment ne pas s'inquiéter sur le sort du sport scolaire ?

Avec la révision générale des politiques publiques (RGPP) et le projet de réforme des collectivités locales, le gouvernement empêche les diverses institutions existantes d'assumer leur rôle de défense et de développement de service public dans le domaine du sport. La suppression de la clause générale des compétences et de la taxe professionnelle se répercuteront sur le quotidien des clubs et associations, notamment sur le coût de la pratique (cotisations, matériel, accès aux installations…). Les besoins en matière d'équipement ne seront plus assurés. Dans notre arrondissement, le Centre Médico Sportif risque la fermeture faute de subventions. Cette année, plus de 1000 jeunes ont pu bénéficier d'une visite médicale gratuite.

La volonté du gouvernement c'est d'orienter le transfert des pratiques sportives vers le secteur privé, c'est la marchandisation de l'éducation, du temps libre et du sport. C'est le principe républicain d'égalité d'accès au sport qui est mis en question. Les élus communistes, à la mairie du 19e comme au Conseil régional, continueront de se battre, au côté des acteurs du mouvement sportif, pour un véritable service public du sport.

Sergio Tinti,
Adjoint au maire du 19e
chargé des sports

Mahamadou, sans-papiers mais citoyen

"Il faut lutter et s'organiser, sinon on n'est rien"

À l'heure du débat honteux de MM Sarkozy et Besson sur "l'identité nationale", qui ouvre la voie à tous les racismes, plus de 5 000 sans-papiers luttent pour leur régularisation et la reconnaissance de leurs droits de salariés. Victimes des pires formes d'exploitation, ils prouvent, aux yeux de tous, qu'ils sont des citoyens à part entière de notre République. Mahamadou, venu du Mali il y a 10 ans, est l'un d'entre eux. Marié et père de deux enfants, salarié de l'entreprise TFN dans le 19e, il est en grève avec ses collègues depuis quatre mois. Catherine Ballester, militante communiste dans les quartiers nord, active au sein de leur comité de soutien, lui a proposé de témoigner.

Quel a été ton parcours dans la vie et dans le travail ?

Mahamadou. Mon grand-père s'est battu pendant la guerre d'Algérie. Il est venu travailler en France, mon père après lui et maintenant, moi. Je suis la 3e génération, toujours sans papiers… J'ai commencé à travailler en 2000 dans une petite entreprise de nettoyage (BCC). J'ai ensuite été salarié dans une autre entreprise qui a été rachetée par TFN. Depuis 6 ans, je ne suis plus dans le nettoyage mais dans la logistique, et le travail est beaucoup moins pénible. J'ai eu la chance de rencontrer mon responsable il y a 9 ans. C'est quelqu'un de bien. Il m'a permis de changer de poste. Il me fait confiance. J'adore mon travail et les personnes que j'y rencontre. Je suis délégué du personnel depuis cette année.

Comment as-tu rencontré l'expérience syndicale ?

Mahamadou. J'ai rencontré le syndicat grâce à des délégués du personnel qui sont venus à moi lors d'un conflit. Quand on est sans papiers, on travaille avec les papiers de personnes de la famille ou d'autres…Tout le monde le sait, les patrons aussi. En 2008, il y a eu un grand mouvement collectif de régularisation par le dépôt de dossiers avec la CGT. C'est là que j'ai vraiment rencontré la CGT. Le 12 octobre 2009, la grève a démarré parce qu'il y avait eu des régularisations, mais les dossiers n'étaient pas traités de la même façon et beaucoup de salariés n'ont pas été régularisés : c'est pour cela que l'on veut une circulaire nationale qui nous garantisse les mêmes droits et qui élargisse le droit à la régularisation.

Pourtant, le gouvernement a proposé une circulaire ?

Mahamadou. Je ne cherche pas que mes papiers dans cette lutte. Avec cette circulaire, j'y trouve mon compte. Mais sur les 60 grévistes de TFN, seuls 6 salariés pourraient obtenir une régularisation. Les contrats de travail ne permettent pas d'avoir 12 fiches de paie consécutives dans la même entreprise. J'ai des camarades qui sont en France depuis plus longtemps que moi, ils travaillent mais ne pourraient pas être régularisés. Le problème reste entier.

Quelle est la différence de traitement entre les salariés qui ont des papiers et vous ?

Mahamadou. Je sais que les conditions de travail sont difficiles en ce moment, et pour tout le monde. Ce que je constate, c'est que nous faisons les travaux les plus pénibles et que l'on accepte parce que l'on est sans droits. Une camarade est en grève avec nous. Son travail consistait à sortir toutes les poubelles. Depuis qu'elle est en grève, il y a 2 personnes pour la remplacer. Nous sommes encore plus exploités !

Comment se passe votre lutte ?

Mahamadou. Il y a un comité de soutien (syndicats, associations et organisations politiques) qui nous aide à faire connaître notre lutte, à organiser la solidarité financière avec nos concitoyens et la mairie. Je veux tenir jusqu'au bout mais c'est dur…J'ai une famille et il faut vivre ! Mais il faut lutter et s'organiser, sinon, on n'est rien.

Entretien réalisé par Catherine Ballester

Pour les soutenir : chèques à l'UL/ CGT 19, mention sans papiers au dos. Pour venir aux réunions et s'inscrire dans le soutien, réunions tous les mercredis, 1 rue de Nantes à 19h30, à l'UL/CGT.

FAITES DU PCF VOTRE BIEN COMMUN. ADHÉREZ. www.paris19.pcf.fr